



***Dans l'urgence sanitaire et la lutte contre le COVID-19, l'Etat aura-t-il la volonté politique d'appliquer les principes de bonne gouvernance dont la transparence / redevabilité, la vigilance en termes de corruption, la concertation au niveau des décisions vitales et la participation citoyenne à la base ?***

**Crise sanitaire égale leadership et coordination au niveau du Ministère de la santé et priorités aux investissements dans le système de santé.**

La priorité absolue dans cette crise sanitaire reste la protection de la vie des populations. La sortie des différents indicateurs liés à la maladie (cas confirmés, cas guéris, nombre de décès, etc.) et dernièrement le nombre de tests<sup>1</sup> réalisés aide à les rassurer. Mais ça révèle aussi que les efforts et les fonds utilisés doivent être concentrés sur le renforcement de notre système de santé par l'augmentation des équipements et de nos capacités de test et de prise en charge des malades ainsi que l'accompagnement (motivation et protection) des personnels de la santé. Tous les secteurs et institutions comme les Forces de l'ordre ou la Communication ou même la Présidence doivent prendre part et se coordonner pour la lutte, mais le leadership et la coordination doit toujours rester au niveau du Ministère de la santé avec ses spécialistes et personnels soignants. Dans cette optique, **la mise en place d'une équipe d'Experts pluridisciplinaires capable d'élaborer/modéliser statistiquement les différents scénarii d'évolution de la pandémie et de proposer les réponses adaptées** est cruciale pour anticiper et afin d'éviter les habituelles mesures précipitées.

**Transparence, des informations complètes, exactes et accessibles à tous dans la gestion des fonds liés au COVID-19.**

L'application de la transparence et la redevabilité est plus que jamais de rigueur pour rassurer l'opinion dans ce climat sensible. Après des requêtes pressantes des acteurs et citoyens, ROHY salue la publication récente des fonds reçus par le Gouvernement. Que ces efforts soient continués et même renforcés. ROHY rappelle que l'urgence doit aller de pair avec la rigueur et le respect des procédures et recommande:

- la **mise en place d'un fonds dédié à la lutte contre le Covid19** pour faciliter l'utilisation et le suivi,
- la **régularisation juridique des mesures appliquées** dans cette situation d'urgence,
- la **publication des plans de contingence et leur budgétisation**, les montants alloués par provenance, l'utilisation de ces fonds, les modes de passations de marchés déployés et leurs destinations finales sur terrain.

**Effectivité et équité de la prise en charge et protection sociale des vulnérables.**

La prise en charge et protection sociale des vulnérables sont parmi les priorités indéniables. Cependant, l'identification et enregistrement des bénéficiaires de cashs, ainsi que les distributions d'aides et de vivres en temps d'urgence doivent être bien organisés pour minimiser les irrégularités comme le favoritisme, le détournement et corruption, le manque de protection, etc. D'ailleurs, outre le BNGRC, les contributions/expertises des Organisations et Institutions aussi bien nationales (SAF/FJKM, SMT/FLM, etc.) qu'internationales devront être mobilisées. Outre la transparence et le compte-rendu public des informations et procédures, **des mécanismes de suivis par les citoyens et OSC de l'effectivité des opérations** sont à mettre en place à multi-niveaux : de la passation des marchés publics au niveau national jusqu'aux actions des LOHA RANO dans les Fokontany et quartiers.

**Concertation impliquant toutes les parties prenantes pour toutes mesures et prises de décisions (continuation confinement ou déconfinement progressif).**

Le confinement a été jusqu'ici une décision logique et fondée. Cependant sa mise en œuvre reste un très grand défi pour le Gouvernement surtout les forces de l'ordre. Les populations vulnérables dont la survie dépend de leurs activités quotidiennes ne s'y plient point. Or, les expériences au niveau mondial montrent que le déconfinement est encore plus difficile à organiser. Nous recommandons qu'une Commission nationale multi-acteurs (Etat : Gouvernement central & CTD, Parlements, OSC, Secteur privé) avec l'appui de la communauté internationale soit mise en place pour se concerter sur la

---

<sup>1</sup> Cet indicateur sorti par l'Institut Pasteur de Madagascar selon le Ministère doit être quotidiennement produit et publié comme les autres indicateurs

continuation des mesures de confinement et déjà se préparer bien à l'avance pour le déconfinement progressif.

### **Communication mesurée et adaptée aux enjeux.**

La communication actuelle semble plus tendre vers un objectif de rassurer l'opinion sur la maîtrise de la situation et les atouts du pays dans la lutte, ce qui peut être un facteur expliquant l'échec de la mise en oeuvre du confinement. Le mouvement ROHY incite le gouvernement à **privilégier une communication qui fera comprendre aux citoyens les risques réels de la pandémie et la nécessité urgente de suivre les instructions de confinement et de protection.**

### **Liberté d'expression et de presse pour un accès à l'information juste et pluraliste.**

Dans une situation d'Etat d'urgence sanitaire et d'incertitudes créées par le COVID-19, la population recherche plus que jamais la pluralité des sources et l'expression d'opinions diverses ou même divergentes. Aussi, par respect pour cette population qui les finance par leurs impôts, les chaînes publiques doivent être ouvertes aux débats démocratiques et autres initiatives mais non pas favoriser la pensée unique. Cessons d'infantiliser davantage les malagasy et faisons confiance en leur pouvoir de discerner les informations exactes qu'elles soient issues de prophétie et/ou d'interprétations de vécus quotidiens. Si la cohésion nationale est le garant du succès dans cette lutte, nous devons la promouvoir à travers nos actes, **toute atteinte à la liberté d'expression et de presse comme les emprisonnements et/ou gardes à vue de journalistes et/ou de personnes exprimant leurs avis, si virulents soient-ils, doivent cesser.**

### **Décentralisation, plus d'autonomie de décision et d'agir pour les Collectivités Territoriales Décentralisées.**

En outre, confinement oblige, les déplacements sont limités et les rôles et décisions de proximité sont de plus en plus sollicités. L'idée de mettre en place un comité pour impliquer les communautés est fort louable. Pourtant, il doit capitaliser et intégrer les acquis dans les Fokontany et les communes comme les SLC (Structure Locale de Concertation) et les COSAN (Comité de santé), COGE (Comité de Gestion des pharmacies communautaires), CCDS (Comité de Coordination du Développement sanitaire) afin de devenir un levier de mobilisation et d'innovation locale. Que le comité Loharano ne soit pas un top-down de plus dans l'identification de ses membres et/ou de son organisation de travail. Qu'il soit l'émanation de la prise de responsabilités collective à la base dans lequel, **les élus locaux et responsables des CTD (Maires et Conseils communaux/municipaux) soient dotés pouvoirs de décisions et de moyens pour assurer leurs rôles de leader et d'administrateur de leur territoire**, premiers responsables des services répondant aux besoins des communautés locales. Les institutions de contrôles (Préfets/Chefs districts, Députés, etc.) doivent rester dans leurs fonctions de contrôles.

### **Solidarité et fierté nationale**

Cette crise est une occasion de montrer que les Malagasy chérissent le « fihavanana ». En plus de l'aide et subventions de l'Etat, des mécanismes d'entraide communautaire se sont mis en place, doivent être encouragés mais aussi encadrés. Les profiteurs qui exploitent la détresse des citoyens pour opérer divers trafics et corruptions, abuser des plus vulnérables (violences sur des enfants ou basées sur le genre, etc.), augmenter sans raison les prix, doivent être traqués et sévèrement punis. L'appui et accompagnement (technique et financier) des « vita malagasy » par les industries et productions nationales voire locales sont à renforcer pour répondre aux besoins essentiels et urgents (masques/cache-bouche, savon, etc.). Particulièrement, **les recherches pour l'utilisation de nos pharmacopées traditionnelles/plantes médicinales dans la lutte doivent être maximisées et protégées.**

Enfin, pour le respect et l'engagement de toutes les populations sans exclusion, les mesures en faveur des vulnérables ou la promotion de la cohésion nationale ne devraient pas être exploitées pour des récupérations et favoritismes politiques. L'imposition de la couleur de n'importe quel parti politique dans toutes actions entreprises dans le cadre de cette crise sanitaire est inappropriée. ROHY recommande ainsi **l'utilisation d'une charte graphique respectant les couleurs de notre drapeau national pour toute visibilité et communication liée à cette lutte contre la pandémie COVID-19.**

*Mouvement ROHY, Antananarivo 19 avril 2020*